



## **Ce que veulent les donateurs canadiens 2018 : Mode de financement des organismes du secteur de la bienfaisance et sans but lucratif**

Comme lors des sondages précédents, il n'y a pas de consensus quant à savoir si le gouvernement devrait hausser le financement des organismes de bienfaisance et sans but lucratif. Trois personnes sur dix pensent que le gouvernement devrait hausser le financement, soit en offrant moins d'argent à d'autres secteurs (15 %), soit en haussant l'impôt (6 %), tandis que la moitié moins (14 %) croient plutôt qu'il devrait leur consacrer moins d'argent et quatre personnes sur dix sont en faveur du statu quo.

Les contributions axées sur une cause par l'impôt intéressent certaines personnes : environ un Canadien sur trois (32 %) dit être tout à fait d'accord (7 %) et plutôt d'accord (26 %) avec l'idée de financer des enjeux sociaux par l'impôt plutôt que de donner de l'argent à des organismes de bienfaisance, un pourcentage qui passe à 44 % chez les milléniaux (génération Y).

Le sondage révèle que des montants substantiels de financement externe nuiraient aux organismes de bienfaisance en ce qui concerne les dons du public. Deux Canadiens sur trois (64 %) affirment qu'ils seront à l'avenir moins enclins (17 % beaucoup moins et 47 % un peu moins) à faire des dons à des organismes de bienfaisance qui reçoivent des commandites d'entreprises et plus enclins à soutenir les petits organismes qui ne reçoivent pas d'importantes commandites.

De même, plus de la moitié des Canadiens (54 %) disent qu'ils hésiteront beaucoup plus (14 % très hésitants et 40 % plutôt hésitants) à faire un don à des organismes qui reçoivent un financement important du gouvernement, pourcentage qui passe à 76 % chez ceux qui sont d'avis que le gouvernement devrait consacrer moins d'argent aux organismes de bienfaisance.

Une majorité de Canadiens estime toujours que les municipalités doivent offrir du financement aux organismes de bienfaisance, quoique beaucoup de gens sont en désaccord : près de la moitié (49 %) des Canadiens affirment (11 % totalement d'accord et 38 % plutôt d'accord) qu'un jour viendra où les municipalités ne dépenseront plus de fonds publics sur des choses que gèrent des organismes de bienfaisance, comme les refuges pour les sans-abri et les banques alimentaires.

D'un autre côté, quatre Canadiens sur dix (42 %) – pourcentage qui passe à 71 % chez ceux qui disent que le gouvernement devrait consacrer moins d'argent aux organismes de bienfaisance – croient (11 % tout à fait d'accord et 32 % plutôt d'accord) qu'il convient que les municipalités réduisent leurs dépenses dans des domaines, tels les refuges pour les sans-abri, qui sont déjà financés et gérés en partie par des organismes de bienfaisance.

## Méthodologie

Les résultats du sondage auprès des Canadiens de la population générale sont basés sur un sondage mené par la firme Ipsos entre le 10 et le 17 octobre 2017 pour le compte de la l'Association des professionnels en philanthropie (AFP). Dans le cadre de ce sondage, un échantillon de 1 500 Canadiens âgés de 18 ans ou plus ont été interrogés. Une pondération a ensuite été appliquée pour équilibrer les données démographiques de telle sorte que la composition de l'échantillon reflète celle de la population adulte du Canada selon les données de recensement et que les résultats correspondent approximativement à ceux que l'on obtiendrait en sondant tout l'univers de l'échantillon. La précision des sondages en ligne d'Ipsos est mesurée au moyen d'un intervalle de crédibilité. Dans le cas présent, le sondage est exact à +/- 2,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20, par rapport aux résultats qui auraient été obtenus si tous les adultes du Canada avaient été sondés. L'intervalle de crédibilité est toujours plus important chez les sous-groupes d'une population. Les sondages et enquêtes par échantillonnage peuvent tous être exposés à d'autres sources d'erreur, y compris, entre autres, les erreurs de couverture et les erreurs de mesure.